

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	30 fr.
Etranger { Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	35 fr.

Prix du numéro { An comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 30
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du 14 Novembre 1944 M. l'Administrateur en Chef des Colonies **Jean NOUTARY** est nommé Gouverneur de 3^{ème} classe des Colonies et titularisé dans les fonctions de Commissaire de la République Française au Togo.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

Rectificatif à l'ordonnance du 22 octobre 1943 autorisant la création dans les écritures du service central du Trésor d'un compte spécial intitulé « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ». 526

Rectificatif à l'arrêté du Commissaire aux Finances du 23 octobre 1943 relatif au fonctionnement du compte spécial créé par application de l'ordonnance du 22 octobre 1943 précitée . . . 526

1944

Rectificatif à l'ordonnance du 14 février 1944 autorisant la création dans les écritures du service central du Trésor d'un compte spécial intitulé « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ». 526

Rectificatif à l'arrêté du Commissaire aux Finances du 16 février 1944 relatif au fonctionnement du compte spécial créé par application de l'ordonnance du 14 février 1944 précitée . . . 526

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

2 juin — No 1563 F. — Arrêté général modifiant le tarif fiscal de sortie de l'A.O.F. (Rendu applicable au Togo par arrêté local no 554 d. du 31 octobre 1944) . . . 526

2 juin — No 1564 F. — Arrêté général soumettant l'or brut appartenant au

fonds de stabilisation des changes de la France d'outre-mer à une taxe de consommation. (Rendu applicable au Togo par arrêté local no 554 d. du 31 octobre 1944). 527

17 octobre — No 2842 SE. — Arrêté général portant création d'une commission locale des logements au Togo. 527

26 octobre — No 2931 SE. — Arrêté général réglementant les mouvements de fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'A.O.F. . . . 528

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

27 octobre — No 546 AE./1 — Arrêté fixant les prix d'achat du caoutchouc sylvestre et l'ouverture de la campagne 1944-1945 . . . 528

28 octobre — No 548 AE. — Arrêté réglementant la sortie de certains produits dans la subdivision de Klouto . . . 529

31 octobre — No 551 APA. — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 21 décembre 1935 . . . 529

31 octobre — No 552 F. — Arrêté fixant les modalités de concession de congés de convalescence et de permission d'absence pouvant être accordés au personnel des cadres généraux, communs supérieurs de l'A.O.F. et locaux européens en service au Togo . . . 529

6 novembre — No 556 E. — Arrêté autorisant la Mission Catholique à ouvrir une école à la subdivision de Palimé. 530

6 novembre — No 557 E. — Arrêté portant réorganisation de l'Ecole Professionnelle de Sokodé . . . 530

6 novembre — No 558 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 369 SE. du 17 juillet 1944 déclarant infectés de péripneumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du cercle de Lomé dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés. 533

Personnel 533

Divers 533

PARTIE NON OFFICIELLE*Avis et communications*

Curatelle aux successions et biens vacants	535
Avis d'ouverture de succession	355
Avis relatif à la clôture de l'exercice 1944 du budget colonial au Togo	535
Domaines	535

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL***Conventions internationales*

RECTIFICATIF à l'ordonnance du 22 octobre 1943, autorisant la création dans les écritures du Service central du Trésor d'un compte spécial intitulé « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (publiée au Journal Officiel du Togo du 16 janvier 1944, page 28).

Au lieu de :

La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Lire :

La présente ordonnance, applicable en Afrique Occidentale française, sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Aux contreseings, ajouter :

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

RECTIFICATIF à l'arrêté du Commissaire aux Finances du 23 octobre 1943, relatif au fonctionnement du compte spécial, créé par application de l'ordonnance du 22 octobre 1943 précitée (et publié au Journal Officiel du Togo du 16 janvier 1944, page 29).

Après la signature :

Le Commissaire aux Finances,
COUVE DE MURVILLE.

Ajouter :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

RECTIFICATIF à l'ordonnance du 14 février 1944, autorisant la création dans les écritures du Service central du Trésor d'un compte spécial intitulé « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord » (publiée au Journal Officiel du Togo du 16 avril 1944, page 214).

ART. 3. —

Au lieu de :

« La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi »,

Lire :

« La présente ordonnance, applicable aux colonies, sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi ».

Aux contreseings, ajouter :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

RECTIFICATIF à l'arrêté du Commissaire aux Finances du 16 février 1944, relatif au fonctionnement du compte spécial créé par application de l'ordonnance du 14 février 1944 précitée (et publié au Journal Officiel du Togo du 16 avril 1944, page 214).

Après la signature :

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Ajouter :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT*Douanes*

ARRETE N° 1563 F. du 2 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1944, prescrivant la cession de l'or au fonds de stabilisation de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942 fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissaire aux Colonies;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 28 juillet 1938 réorganisant les Chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II, annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942, est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception du droit de sortie sur l'or brut.

Nombres du tarif et de la nomenclature officielle	Désignation des produits	Unité de perception	Quotités des droits
456-457-458	CHAPITRE XVII. — Métaux		
	Or, pur ou allié, en pépites, poudre, lingots, barres, tiré, laminé, etc..., propriété du Fonds de stabilisation de la France d'Outre-mer.	"	Exempt.
	Autre	Le gramme d'or fin	10

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par décret.

Dakar, le 2 juin 1944.

Pour le Gouverneur général empêché :

*Le Gouverneur, Secrétaire général p. i.,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.*

(Approuvé par décret du 10 juillet 1944).

*Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 554 D.
du 31 octobre 1944.*

ARRETE N° 1564 F. du 2 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment les articles 74 et 187, ce dernier précisant que les règlements locaux particuliers à chaque catégorie de contribution perçue sur liquidation spécifient et déterminent notamment le mode de recouvrement;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1942, approuvé par décret du 22 septembre 1942, créant une taxe unique de consommation sur certains produits et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1944, prescrivant la cession de l'or au fonds de stabilisation de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissaire aux Colonies;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 28 juillet 1938, réorganisant les Chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de produits soumis à la taxe de consommation, annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942, est complété ainsi qu'il suit :

Numéro du tarif	Désignation des produits	Tarif	
		Unité de perception	Quotité des droits
13	Or pur ou allié en pépites, poudre, lingots, barres, tiré, laminé, etc..., acheté à la colonie pour le compte du Fonds de stabilisation des changes de la France d'Outre-mer.	Le gramme d'or fin	3,50

ART. 2. — La Banque de l'Afrique Occidentale chargée des achats d'or pur par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, agissant pour le compte du fonds de stabilisation, sera chargée d'effectuer le paiement de la taxe, tous les quinze jours, sans frais par virements portant du compte B.A.O. au compte « Taxe de consommation » du Chef du bureau des Douanes de Dakar.

ART. 3. — Les dispositions prévues aux articles 2 à 18 de l'arrêté du 17 juillet 1942, portant réglementation en matière de taxes de consommation, ne sont pas applicables à l'or.

ART. 4. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par décret.

Dakar, le 2 juin 1944.

Pour le Gouverneur général empêché :

*Le Gouverneur, Secrétaire général p. i.,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.*

(Approuvé par décret du 10 juillet 1944).

*Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 554 D.
du 31 octobre 1944.*

Logements

ARRETE N° 2842 SE. du 17 octobre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en A.O.F. et les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété, en particulier l'acte dit décret du 9 février 1942, l'acte dit décret du 13 mai 1942 et le décret du 24 juillet 1944;

Vu la lettre 562 APA. du 29 septembre 1944 du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Chef-lieu du territoire du Togo Français, une Commission des logements composée comme suit :

L'Administrateur-Maire de Lomé *Président*
le Chef du Service des Travaux Publics
ou son délégué,

le Chef du Bureau des Finances ou son délégué,

le Chef du Bureau des Affaires Economiques ou son délégué,

Un représentant des propriétaires européens désigné par le Commissaire de la République, *Membres*

Un représentant des locataires européens désigné par le Commissaire de la République,

Un représentant des propriétaires indigènes désigné par le Commissaire de la République,

Un représentant des locataires indigènes désigné par le Commissaire de la République.

ART. 2. — La Commission pourra éventuellement désigner des experts chargés de donner leur avis sur les questions qui leur seront soumises par la dite Commission.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 17 octobre 1944.

P. COURNARIE.

Fûts vides

ARRÊTE N° 2931 SE. du 26 octobre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939 autorisant les Chefs des Colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

Vu l'arrêté n° 235 SE. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 1528 SEC./8 du 29 mai 1944 déterminant les conditions d'utilisation des fûts vides métalliques;

La commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 235 SE. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique Française est abrogé.

ART. 2. — Les mouvements à l'intérieur de l'A.O.F. des fûts neufs ou usagés, en bois ou en métal de toutes capacités et de toutes catégories, sont soumis aux restrictions prévues par le présent arrêté.

ART. 3. — La circulation des fûts vides (achat, cession à titre onéreux ou gratuit) ne sera autorisée qu'à l'intérieur d'un même secteur de répartition. Chaque colonie ou territoire constitue un secteur de répartition sous l'autorité du Gouverneur ou Chef de territoire qui peut déléguer ses fonctions à un fonctionnaire de son choix. Toutefois le groupe de colonies Sénégal-Mauritanie constitue un seul secteur ayant à sa tête le Gouverneur du Sénégal ou son délégué.

ART. 4. — Le Gouverneur Général de l'A.O.F., peut, soit d'office, soit à la demande d'un chef de secteur de répartition, ordonner des mouvements de fûts d'un secteur de répartition à un autre. Il avise dans ce cas les deux chefs de secteur intéressés qui règlent entre eux les conditions du transfert.

ART. 5. — Les chefs de secteur de répartition disposent des fûts en stock dans leur secteur et sont responsables de leur gestion — Nul achat ou cession à titre onéreux ou gratuit de fûts vides tant pour les besoins intérieurs que pour l'exportation ne peut être effectué sans un bon de déblocage délivré par le chef du secteur de répartition à la demande des intéressés et sur justification de leurs besoins.

Le transfert de fûts vides à l'intérieur d'un même secteur d'une maison à ses comptoirs ou entre comptoirs d'une même maison n'est soumis à aucune formalité.

ART. 6. — Le chef de secteur de répartition peut autoriser ou ordonner la cession de fûts vides d'une maison à une autre. A défaut d'accord amiable entre le détenteur du stock et le bénéficiaire du bon de déblocage, il peut recourir à la réquisition.

ART. 7. — Les bons de déblocage sont valables jusqu'au dernier jour inclus du mois de leur délivrance.

ART. 8. — La déclaration des stocks de fûts vides — neufs et usagés, en bois et en métal — de toutes capacités et de toutes catégories est obligatoire au premier jour de chaque trimestre et devra être adressée dans les huit jours au chef du secteur de répartition.

La situation des stocks, établie par lieu de stockage, distinguera entre les fûts vides neufs et usagés et précisera :

1° — Stocks au premier jour du trimestre précédent;

2° — Accroissement avec indication de leur origine (fabrication, importation, achat sur place, récupération);

3° — Diminution avec référence des bons de déblocage délivrés;

4° — Quantité des fûts débloqués exportés.

Ces indications doivent être fournies séparément pour les catégories de fûts suivants :

A — Fûts à essence — a) légers 36 et 50 litres — b) lourds 200 litres;

B — Fûts à huile de palme, légers, lourds, ponçons en bois de toutes capacités;

C — Fûts à huile d'arachide de 200 et 500 litres;

D — Divers (bois ou métal) pour essence d'orange, miel, etc.;

E — Fûts en bois (en stocks dans les maisons et en location) :

a) bordelaises (225/250 litres);

b) demi-muids (500 litres).

Les déclarations sont fournies par tout fabricant, tout importateur et tout détenteur de stock.

ART. 9. — Chaque gouverneur, chef de secteur de répartition adressera au Gouvernement Général (Direction Générale des Services Economiques) les relevés récapitulatifs de la situation des stocks dans la première quinzaine de chaque trimestre.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre.

ART. 11. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar, le Commissaire de la République au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 octobre 1944

Pour le Gouverneur Général absent,
Le Gouverneur, Secrétaire Général, chargé
de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Caoutchouc**

ARRÊTE N° 546 AE./I du 27 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
— CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté local du 16 avril 1924;

Vu l'arrêté 3353 SE du 18 octobre 1943 du Gouverneur général de l'A.O.F., réglementant la récolte, la circulation, le conditionnement et la vente du caoutchouc sylvestre;

Vu la circulaire 521 SE du 28 septembre 1943 du Gouverneur général fixant le prix du caoutchouc pour la campagne 1943-1944;

Vu l'arrêté local n° 557 AE du 16 octobre 1943;

Vu le câblogramme n° 344 SE/P. du 19 octobre 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'ouverture de la campagne de caoutchouc 1944-1945 est fixée au 1^{er} novembre 1944.

ART. 2. — Les prix demeurent ceux fixés par l'arrêté local n° 557 AE du 16 octobre 1943.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles, Subdivisions et des P. T. T. ainsi qu'en tous lieux publics.

Lomé, le 27 octobre 1944.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Autorisation de sortie

ARRETE N° 548 AE du 28 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 SE/C-5 en date du 13 juillet 1942 portant délégation des pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au territoire;

Vu la décision n° 553 AE du 21 juillet 1942 portant interdiction de la sortie de la subdivision de Klouto de certains produits;

Vu l'arrêté local 716 du 18 décembre 1942 réglementant la sortie de certains produits dans la subdivision de Klouto;

Sur la proposition du Chef de la subdivision de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 716 du 18 décembre 1942 est rapporté.

ART. 2. — La sortie de l'huile de palme (neutre et commerciale), du savon de fabrication locale, du riz, des nattes, du maïs et des palmistes de la subdivision de Klouto est subordonnée à l'octroi d'une autorisation accordée par le Chef de subdivision.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1944.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Délaissement forfaitaire des marins

N° 551 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

31 octobre 1944. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du Tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1944 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté N° 267 en date du 10 mai 1938.

Congés de convalescence — Permissions d'absence

ARRETE N° 552 F. du 31 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des accessoires de solde du personnel colonial et les actes modificatifs;

Vu le décret du 1^{er} août 1944 relatif aux congés de convalescence et permissions d'absence pouvant être accordés aux fonctionnaires des services coloniaux pendant la durée des hostilités et notamment l'article 15;

Vu l'arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. N° 2561 F./2 du 11 septembre 1944 fixant pour l'A.O.F. les modalités de concession des dits congés et permissions;

Vu le télégramme N° 339/F. du 8 octobre 1944 du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté précise les conditions d'application aux fonctionnaires européens et assimilés appartenant aux cadres métropolitains, généraux, communs supérieurs de l'A.O.F. et locaux européens, en service au Togo, du décret du 1^{er} août 1944 relatif aux congés de convalescence et permissions d'absence.

*A — Congés de convalescence et permissions
d'absence à passer en pays étranger*

ART. 2. — Aucun congé ou permission d'absence ne sera délivré pour les territoires étrangers.

*B — Congés de convalescence à passer en
A.O.F. et au Togo*

ART. 3. — Les congés de convalescence et permissions d'absence à passer en A.O.F. et au Togo sont accordés par décision du Commissaire de la République du Territoire.

Ces décisions fixent le lieu où sera passé le congé ou la permission ainsi que le mode de déplacement et sa nature.

ART. 4. — Pendant la durée de ces congés ou permissions les fonctionnaires perçoivent leur solde de présence, le supplément colonial, les indemnités pour charges de famille et l'indemnité de zone du lieu de séjour fixé par la décision et ses majorations.

ART. 5. — Si la famille seule bénéficie d'un congé de convalescence elle a droit au transport gratuit dans les conditions fixées par l'article 12 du décret du 1^{er} août 1944 et le fonctionnaire resté à son poste continue à bénéficier de la solde et des indemnités afférentes à son poste d'affectation.

C — Congés de convalescence et permissions d'absence à passer en Afrique du Nord et dans les territoires libérés de la Métropole

ART. 6. — Les congés de convalescence et permissions d'absence à passer en Afrique du Nord et dans les territoires libérés de la Métropole sont accordés dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus.

ART. 7. — Pendant la durée de ces congés ou permissions le fonctionnaire bénéficiera avec effet le cas échéant au 1^{er} janvier 1944 d'une indemnité spéciale de congé fixée à 36.000 francs l'an qui sera substituée aux éléments isolés ou cumulés de rémunération ci-après :

Supplément colonial, indemnité de séjour en France, indemnité de zone, supplément Nord-africain.

Si le fonctionnaire est accompagné de sa famille, cette indemnité sera majorée avec effet le cas échéant au 1^{er} janvier 1944 d'un tiers pour la femme et d'un sixième pour chaque enfant ouvrant droit aux charges de famille. Il continuera à percevoir les indemnités de charges de famille mais au taux métropolitain.

Si le fonctionnaire a sa famille en territoire occupé, il continuera, par dérogation aux dispositions précédentes, à percevoir, pour compter le cas échéant du 1^{er} janvier 1944, pendant la durée de son absence de sa colonie de service, les indemnités de charges de famille et les majorations aux taux en vigueur dans cette colonie dans les conditions fixées à l'article 19 du décret du 1^{er} août 1944.

ART. 8. — Si la famille seule bénéficie d'un congé de convalescence elle a droit au transport gratuit dans les conditions fixées par l'article 12 du décret du 1^{er} août 1944.

Le Chef de famille resté à son poste continue à bénéficier de la solde et des indemnités afférentes à son poste d'affectation notamment les indemnités de charges de famille, indemnité de zone et majoration de cette indemnité perçues avant le départ de sa famille auxquelles s'ajoute pendant la période prévue au dit article 12 une indemnité mensuelle de mille francs pour la femme et cinq cents francs pour chaque enfant ouvrant droit aux charges de famille et bénéficiant du congé de convalescence.

ART. 9. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1944.

J. NOUTARY.

Enseignement

N° 556 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 novembre 1944. — La Mission Catholique est autorisée à ouvrir une école à une classe à Daye-Atigba (subdivision de Palimé).

Ecole professionnelle de Sokodé

ARRETE N° 557 E. du 6 novembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 163 du 15 mars 1939 ensemble celui N° 45 du 28 janvier 1941 le modifiant;

Sur la proposition des chefs des services de l'Enseignement et des Travaux Publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Ecole Professionnelle de Sokodé est destinée à fournir suivant les besoins du Territoire :

1^o — des surveillants des travaux publics soit pour l'administration (agents-voyers de cercle, surveillants de chantiers etc...) soit pour l'industrie privée;

2^a — éventuellement des contre-maitres en fer et en bois.

ART. 2. — Elle est placée sous l'autorité du chef du service de l'Enseignement et dirigée par un agent européen désigné par le Commissaire de la République.

L'enseignement y est donné :

- 1) par le directeur;
- 2) par des chefs d'ateliers choisis parmi les maîtres ouvriers des travaux publics ou des chemins de fer;
- 3) par un instituteur du cadre local européen ou à défaut du cadre local indigène.

Ce dernier est chargé de l'économat sous le contrôle du directeur.

ART. 3. — L'enseignement comprend un enseignement technique et un enseignement général.

Les programmes en sont arrêtés par le Commissaire de la République sur proposition des Chefs des Services de l'Enseignement et des Travaux Publics.

ART. 4. — L'enseignement technique est donné dans les 3 ateliers suivants :

- 1^o — Maçonnerie;
- 2^a — Bois;
- 3^a — Fer.

Les élèves-surveillants des travaux publics passent successivement dans chacun des 3 ateliers ci-dessus. Les élèves contre-maitres sont spécialisés dans le travail du fer ou du bois.

ART. 5. — L'enseignement général doit compléter l'enseignement technique donné dans les divers ateliers.

Les matières sur lesquelles il porte sont :

Le français, l'arithmétique, la géométrie, les sciences appliquées à l'industrie, l'hygiène, la technologie et le dessin.

ART. 6. — Les horaires et la répartition mensuelle des programmes d'enseignement sont fixés par le Chef du Service de l'Enseignement, après accord avec le Chef du Service des Travaux Publics en ce qui concerne l'enseignement technique.

ART. 7. — Le régime de l'école est l'internat pendant les quatre années d'études. Les élèves sont logés, nourris, vêtus et blanchis.

Les taux d'allocation d'entretien sont fixés chaque année par le Commissaire de la République.

La composition du trousseau de chaque élève est énumérée dans le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 8. — Seuls peuvent être admis dans cette école les candidats âgés de 13 à 15 ans, titulaires du Certificat d'Etudes Primaires ou d'un certificat de scolarité du cours moyen 2^e année.

ART. 9. — Les admissions sont prononcées par le Commissaire de la République, sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement.

ART. 10. — Les demandes d'admission doivent être adressées sur papier libre au Chef du Service de l'Enseignement.

À l'appui de sa demande, chaque candidat doit fournir :

1^{re} — Un extrait d'acte de naissance ou, à défaut, le certificat réglementaire en tenant lieu ;

2^o — Une attestation certifiant que le candidat possède le Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires, délivrée par le Chef du Service de l'Enseignement, ou un certificat de scolarité du cours moyen deuxième année.

3^a — Un certificat médical constatant qu'il est robuste, indemne de toute maladie contagieuse et physiquement apte à l'exécution des travaux de l'école ;

4^a — Une note portant appréciation générale sur son caractère et ses aptitudes établie par le Directeur de l'école régionale où il a terminé ses études primaires.

ART. 11. — La durée des études est de 4 ans.

La quatrième année est une période d'application au cours de laquelle les élèves seront employés sur les chantiers afin de se perfectionner dans la pratique des travaux.

ART. 12. — A la fin de chaque année scolaire le Commissaire de la République fixe, sur la proposition du Conseil de Perfectionnement, le nombre d'élèves à admettre pour l'année suivante.

ART. 13. — A l'expiration de la première, deuxième et troisième année d'études, les élèves doivent subir un examen de passage portant sur les mêmes matières que l'examen de sortie, affectées des mêmes coefficients.

Les élèves qui n'ont pas satisfait aux épreuves de cet examen sont exclus de l'école par décision du Commissaire de la République. Toutefois ils peuvent exceptionnellement être autorisés par le Commissaire de la République à redoubler leur année d'études sur proposition du Conseil de Perfectionnement de l'école.

ART. 14. — A la fin de la quatrième année, les élèves doivent subir un examen de sortie pour l'obtention du diplôme de sortie de l'Ecole Professionnelle qui porte sur l'ensemble du programme des quatre années d'études.

Les épreuves sont choisies par le Chef du Service de l'Enseignement, après avis du Chef du Service des Travaux Publics en ce qui concerne les épreuves techniques.

Les épreuves pratiques, écrites et orales sont notées de 0 à 20 et comprennent les coefficients suivants :

A. — Enseignement Général :

Ecrit :	a — Dictée et questions :	1
	b — Ecriture :	1/2
	c — Rédaction :	2
	d — Calcul :	2

Oral :	e — Technologie :	2
	f — Sciences et hygiène :	1
	g — Calcul mental :	1
	h — Lecture :	1/2

i — Pour l'ensemble des notes annuelles d'enseignement général : 2

Total = 12

B. — Enseignement Professionnel

1^{re} — Dessin : un dessin ou un plan coté, vue en plan et coupes diverses, durée variable qui correspond à l'épreuve pratique 3

2^a — Un essai à l'atelier ou au chantier qui correspond à l'épreuve de dessin (de l'un des 3 ateliers au choix du candidat) 3

3^a — Un devis portant sur la construction ou la transformation d'un bâtiment simple, d'une route, etc., 3

Pour les contre-maîtres,

Un devis portant sur un ouvrage de leur spécialité.

4^a — Pour l'ensemble des notes annuelles d'enseignement professionnel. 3

Total = 12

ART. 15. — Un total de 240 points est exigé pour l'obtention du diplôme de sortie.

ART. 16. — La commission chargée de surveiller les épreuves de l'examen de sortie est composée ainsi qu'il suit :

Le Commandant de Cercle	Président
Le Directeur de l'Ecole Professionnelle de Sokodé	Membres
Le Directeur de l'Ecole régionale	
Le Gérant de l'internat	
Les moniteurs de l'Ecole Professionnelle.	

La correction des épreuves se fait à Sokodé au moment de la réunion du Conseil de Perfectionnement.

ART. 17. — En fin d'année scolaire, le directeur établit un rapport sur le fonctionnement de l'école.

Ce rapport est soumis au Conseil de Perfectionnement qui l'adresse au Commissaire de la République accompagné du procès-verbal des délibérations.

ART. 18. — La date des grandes vacances sera fixée chaque année par décision du Commissaire de la République sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement.

Pendant la durée des vacances les élèves cessent d'être entretenus par l'école.

ART. 19. — Les punitions suivantes peuvent être infligées aux élèves :

A — Prononcées par le Directeur :

1^{re} — la réprimande ;

- 2^o — le travail supplémentaire (2 heures au maximum par punition à raison de une heure par jour);
3^o — la privation de sortie.

B — *Prononcées par le Chef du Service de l'Enseignement :*

le blâme avec inscription au dossier.

C — *Prononcées par le Commissaire de la République :*

l'exclusion définitive.

ART. 20. — Le gérant de l'internat tient les registres suivants sous le contrôle du Directeur de l'Ecole :

- a — Registre matricule du personnel et des élèves;
- b — Registre d'appel;
- c — Registre d'inventaire (mobilier, matériel, fournitures, vêtements);
- d — Registre d'entrée et de sortie des matières consommables et ouvrées;
- e — Registre des travaux et ouvrages effectués en cession;
- f — Registre de comptabilité des recettes et des dépenses;
- g — Registre des délibérations du Conseil de Perfectionnement.

ART. 21. — L'école peut exécuter en cession, tant pour l'administration du Territoire que pour les particuliers les travaux et ouvrages qui entrent dans le cadre de ses programmes d'enseignement.

Les conditions, les modalités et les tarifs sont fixés par le Commissaire de la République sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement.

ART. 22. — Il est constitué un Conseil de Perfectionnement de l'Ecole Professionnelle. Son siège est à Sokodé.

Il est composé comme suit :

Le Chef du Service de l'Enseignement	<i>Président</i>
Le Chef du Service des Travaux Publics	
Le Médecin Chef de la Circonscription sanitaire	
Le Directeur de l'Ecole Professionnelle de Sokodé	<i>Membres</i>
Le Directeur de l'Ecole Régionale	
Deux moniteurs de l'Ecole Professionnelle de Sokodé	
Le Gérant de l'Internat	

Ce dernier remplit en outre les fonctions de secrétaire.

Le Commandant de Cercle peut assister aux réunions du Conseil. Il siège en face du Président. Il a voix consultative.

ART. 23. — Le Conseil de Perfectionnement se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président. Il est dressé un procès-verbal de ses délibérations sur un registre.

Copie de toutes les délibérations est adressée au Commissaire de la République.

ART. 24. — Il donne son avis sur tout ce qui concerne le perfectionnement de l'école, après examen du rapport annuel de fin d'année scolaire :

L'organisation de l'enseignement général et professionnel;

Les dépenses;

L'installation matérielle;

Le régime de l'internat;

Le taux d'allocation d'entretien des élèves;

La discipline, etc...

ART. 25. — Il procède à la correction des épreuves de l'examen de sortie, classe les candidats par ordre de mérite d'après les modalités des articles 14 et 15 et propose au Commissaire de la République les élèves susceptibles de recevoir le diplôme de l'Ecole Professionnelle.

ART. 26. — Le Directeur de l'Ecole Professionnelle tient le contrôle des anciens élèves, titulaires du diplôme.

Il conseille et aide les anciens élèves dans la recherche d'un emploi, intervient chaque fois qu'il le juge utile pour faciliter les démarches entreprises pour eux dans ce but.

A cet effet, il correspondra avec les différents services administratifs du Territoire, ainsi qu'avec les Directeurs des industries ou ateliers privés.

Les anciens élèves de Sokodé, pourvus du diplôme de sortie de cet établissement auront la priorité pour être recrutés par les services techniques du Territoire.

ART. 27. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté du 15 mars 1939.

ART. 28. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 novembre 1944.

J. NOUTARY.

ANNEXE A L'ARRETE N° 557 E. du 6 novembre 1944.

Composition du trousseau des élèves de l'Ecole Professionnelle de Sokodé

Vêtements et objets de toilette

1 béret	2 chemises
2 costumes kaki	3 serviettes
1 paire chaussures toile	1 essuie-main
2 bleus d'atelier	3 mouchoirs
1 calot bleu	1 ceinture
3 tricot blancs	1 peigne

Matériel de couchage

1 lit en bois fabrication locale
1 natte tchatcha
1 natte cotocoli
1 oreiller
2 taies par an
2 pagnes par an
2 couvertures
1 petite armoire de chevet
1 lampe par dortoir

Matériel de refectoire

2 assiettes aluminium ou fer émaillé
1 gobelet aluminium ou fer blanc
1 fourchette
1 cuiller
1 couteau et 1 torchon
1 grande cuiller (pour 6 élèves)
1 plat (par 6 élèves)
1 broc (par 6 élèves)

Composition de la ration journalière

Au choix — 500 grammes de riz ou 500 grammes de mil ou 400 grammes de maïs ou 250 grammes de farine de manioc ou 600 grammes d'ignames ou 250 grammes de haricots secs.

Au choix — 300 grammes de viandes ou 300 grammes de poisson frais ou 150 grammes de poisson fumé.

130 grammes d'huile de palme, 40 grammes de sucre, 15 grammes de sel, 50 grammes de tomate, oignon, ail, piment, gombo en quantité suffisante.

Péripleumonie bovine

N° 558 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 novembre 1944. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 369 s/E. du 17 juillet 1944 déclarant infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du cercle de Lomé dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Rappels d'ancienneté**

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

6 octobre 1944. — M. Bozzi Jean, admis dans le cadre commun supérieur des Travaux Publics en qualité de chef surveillant principal avant 2 ans, pour compter du 1^{er} avril 1944, conserve dans son grade 7 ans 11 mois 15 jours de rappel pour services militaires.

M. Bozzi passe à l'échelon après 2 ans pour compter du 1^{er} avril 1944 et conserve 5 ans 11 mois 15 jours de R. S. M.

Le présent arrêté aura effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté.

Licenciement

N° 2914 P./2. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

25 octobre 1944. — Mlle Frida Lawson, institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A.O.F., est licenciée de son emploi pour abandon de poste.

La présente décision aura effet pour compter du jour de la cessation des services de l'intéressée.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations — Affectations**

Par décision N° 456 P. du :

1^{er} novembre 1944. — M. Marty Pierre, Inspecteur de Police de 5^e classe de l'A.O.F., précédemment chargé de la police générale des Chemins de Fer du Togo, est nommé par intérim Commissaire de Police de la Ville de Lomé, en remplacement du Maréchal des Logis Chef, Roux Marcel, affecté à Dakar.

M. Sourgens Jean Guillaume, Gendarme à cheval, nouvellement affecté au Territoire en qualité de Commandant de la Brigade de Gendarmerie du Togo est chargé, cumulativement avec ses fonctions et sous l'autorité du Chef du Service de la Sûreté, de la police générale des Chemins de Fer du Togo, en remplacement de M. Marty Pierre.

Par décision N° 464 P. du :

9 novembre 1944. — M. Derros, Instituteur de 5^e cl. du cadre métropolitain est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur de l'Ecole Professionnelle de Sokodé.

PERSONNEL INDIGÈNE**Gardes forestiers****Nominations**

Par arrêté N° 550 P. du :

29 octobre 1944. — Sont agréés dans le cadre local des gardes forestiers; en qualité de stagiaires, pour compter de la date de leur prise de service :

Assogbavi Honorat,	Koutene Engelbert,
Lawson David,	Sagbo Bernard,
Loumon Alexandre,	Folly Jean,
Dangbo Alphonse,	Adinsi Robert.
Pelly Victor Boniface,	

Ces agents sont mis à la disposition du Chef de la section des Eaux et Forêts au bureau des Affaires Economiques.

Forces de police

Par arrêté N° 544 BM. du :

27 octobre 1944. — Une gratification de 100 francs (Cent Francs) est accordée au garde de 2^e classe Tawayi Ali, N° Mle 1320, du peloton de Lomé par application de l'article 29 de l'Arrêté N° 503 du 8 septembre 1942.

Le Brigadier de 1^{re} classe Sagbo Rigobert, N° Mle 1484, du détachement de Police Lomé, est révoqué pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} novembre 1944.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS**Association**

Par arrêté N° 555 APA. du :

2 novembre 1944. — Est autorisée dans le Territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Union de Souza » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Bourses

Par décision N° 453 E. du :

28 octobre 1944. — Le taux des bourses d'études attribuées à trois élèves du Lycée Faidherbe à Saint-Louis par la décision N° 423/E. du 30 septembre 1944 pour l'année scolaire 1944-1945 est porté de 4.200 à 6.000 francs.

Conseil économique des C. F. T.

Par décision N° 455 TP. du :

31 octobre 1944. — Sont désignés comme membres du Conseil Economique du Réseau des Chemins de Fer du Togo :

Le Trésorier-Payeur du Togo;
Le Chef du Service des Douanes;
Le Président de la Chambre de Commerce;
L'Agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis;
M.M. Bastard, Agent de la Cie F.A.O.;
Piquelin, Commerçant;
Sylvanus Olympio, Agent de la U.A.C.;
De Souza Augustino, Président du Conseil des Notables de Lomé;
De Souza Félicio, Membre du Conseil des Notables de Lomé;
Sanvee Josiah, Membre du Conseil des Notables de Lomé.

Est et demeure rapportée la décision N° 311 du 28 mai 1940.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision N° 451 E. du :

26 octobre 1944. — La date des vacances de l'Ecole Professionnelle de Sokodé, pour l'année scolaire 1944, est fixée du 1^{er} décembre 1944 au 31 janvier 1945 inclus.

L'examen de sortie de l'Ecole Professionnelle de Sokodé aura lieu les 15, 16, 17 et 18 novembre 1944 à Sokodé et commencera le 8 novembre à 7 heures du matin.

La commission chargée de surveiller les épreuves de l'examen de sortie de l'Ecole Professionnelle de Sokodé est composée ainsi qu'il suit :

Le Commandant du Cercle de Sokodé	<i>Président</i>
Le Directeur de l'Ecole Professionnelle,	
M.M. Vianou, Gérant de l'Internat de l'Ecole Professionnelle de Sokodé,	
Ajavon, Directeur de l'Ecole Régionale de Sokodé,	
Falschau, Moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé,	<i>Membres</i>
Lantey, Moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé,	
Alabini Daniel, Moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé,	
Houenassou, Instituteur à l'Ecole Régionale de Sokodé.	<i>Secrétaire</i>

Enseignement

Par décision N° 450 E. du :

26 octobre 1944. — L'ouvrier forgeron auxiliaire Kouzo Bernard est mis à la disposition du Chef du Service de l'Enseignement pour compter du 1^{er} novembre 1944, dans les conditions définies par la décision

N° 380/E. du 7 septembre 1944, en remplacement de l'ouvrier forgeron auxiliaire Gbenyedji Mathias.

Par décision N° 452 E. du :

28 octobre 1944. — Les moniteurs auxiliaires de l'Enseignement dont les noms suivent sont admis au concours d'entrée dans le cadre local des instituteurs pour la session 1944 :

1^{er} — Doh Seth,
2^e — Koussougbo François,
3^e — Gbetie Marie-Thérèse.

Pensions

Par arrêté N° 553 F. du :

31 octobre 1944. — Sont accordées, les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent, admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Pension proportionnelle au taux annuel de Huit Cent Soixante Francs (860 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Brigadier de 2^e classe Langbe, Mle 911, né vers 1898 à Sangourin (Togo britannique).

Pension proportionnelle au taux annuel de Sept Cent Cinquante Deux Francs (752 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au garde de 1^{re} classe Mahinou Tossou, Mle 1159, né vers 1898 à Lokossa (Dahomey).

Pension proportionnelle au taux annuel de Huit Cent Quarante Francs (840 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Brigadier de 1^{re} classe Biraima Soulé, Mle 309, né vers 1898 à Sindan (Soudan).

Pension proportionnelle au taux annuel de Six Cent Cinquante Cinq Francs (655 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Brigadier de 2^e classe Moussa Zouna, Mle 1076, né vers 1897 à Bloussa (Côte d'Ivoire).

Pension proportionnelle au taux annuel de Huit Cent Quatre Vingt Francs (880 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Brigadier de 1^{re} classe Zato Agbandaho, Mle 712, né vers 1898 à Agbandaho (Cercle de Sokodé — Togo).

Pension proportionnelle au taux annuel de Sept Cent Quinze Francs (715 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Garde de 1^{re} classe Ali Doussoko, Mle 802, né vers 1897 à Filingué (Niger).

Pension proportionnelle au taux annuel de Neuf Cents Francs (900 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Brigadier-Chef de 2^e classe Salifou Boussanga, Mle 1135, né vers 1893 à Tangaré, (Côte-d'Ivoire).

Pension proportionnelle au taux annuel de Six Cent Soixante Dix Sept Francs (677 frs.) à compter du 1^{er} août 1944 au Garde de 2^e classe Yota, Mle 626, né vers 1905 à Kandé (Cercle de Mango — Togo).

La dépense résultant du paiement de ces pensions de retraite est imputable au Budget Local du Togo.

Secours

Par décision N° 462 APA. du :

8 novembre 1944. — Il est accordé un secours de 8.000 frs. (huit mille francs), payable en une seule fois, à la nommée Ochovi, âgée de 50 ans environ, sans profession, demeurant à Gros-Bé (Cercle de Lomé).

Terrain domanial

Par décision N° 459 DOM. du :

4 novembre 1944. — Une Commission composée de :
M. le Chef du Service des Travaux Publics ou son délégué *Président*

M. le Conservateur de la Propriété Foncière,
un représentant de la Mission Catholique, } *Membres*

se réunira sur convocation de son Président à l'effet d'évaluer le terrain urbain, non bâti, sis à Lomé, quartier Amoutivé, Route de Bè, d'une superficie de 16 a 60 ca, appartenant à la Mission Catholique.

Il sera dressé un rapport succinct en 4 exemplaires contenant un détail descriptif et estimatif.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Curatelle aux successions et biens vacants

En exécution d'un jugement du Tribunal de Première Instance de Lomé en date du 10 mars 1944, avis est donné de l'envoi en possession provisoire du domaine de la succession vacante ci-après désignée :

Vacance de Dalamani, prisonnier évadé de la prison d'Atakpamé (art. 15 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1935), vacance appréhendée le 29 juin 1938 N° 34 du sommaire de consistance.

Actif 157 frs,72
Pour troisième insertion.

Lomé, le 31 octobre 1944.

Le Curateur aux successions et biens vacants.

BERLIE.

Avis d'ouverture de succession

Les créanciers et débiteurs de la Succession de l'Adjudant Luzi Jean, de la 41^e Cie. du B.T.S.D. à Cotonou, décédé le 25 octobre 1944 à Parakour, sont invités à produire leurs titres en 3 exemplaires à Monsieur l'Intendant Militaire Chef du Service de l'Intendance du Dahomey-Togo à Cotonou, ou se libérer sans délai à partir de la date de la présente insertion.

INTENDANCE MILITAIRE DU DAHOMEY-TOGO

Avis

*relatif à la clôture de l'exercice 1944
du Budget Colonial au Togo.*

Les créanciers du budget colonial au Togo sont informés que par application du décret du 25 juin 1934 (article 1^{er}) dont les dispositions ont été étendues aux colonies par le décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1944 est fixée au 31 décembre 1944.

Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou, et avant le 15 décembre 1944, les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre dudit exercice.

Les titulaires de mandats au compte du budget colonial (exercice 1944) devront en outre se présenter aux Caisses Trésor avant le 31 décembre 1944.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1284, déposée le 7 novembre 1944 les dames Rosalia Kokoega et Elisabeth Kokoevi Fientor, profession de revendeuses, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leurs noms personnels comme co-propriétaires indivises majeures non interdites jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 14 ares 29 centiares situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé borné au nord par la rue de la Marné, à l'est par T. 557 du Territoire du Togo à Themson D. Teté, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Aho Gaba.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Une hypothèque de sûreté pour la somme de Deux mille Marks au profit de la société anonyme C. Goeldt à Hambourg inscrite au Grundbuch allemand volume II de Lomé feuillet N° 245 le 28 février 1913.

Suivant réquisition, n° 1285, déposée le 7 novembre 1944 les dames Rosalia Kokoega et Elisabeth Kokoevi Fientor, profession de revendeuses, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leurs noms personnels comme co-propriétaires indivises majeures non interdites jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone d'une contenance totale de 25 ares 18 centiares situé à Lomé, quartier Lomé nava, cercle de Lomé borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par T. 89 de Lomé à Félicio de Souza, au sud par terrains à Koshi Etse, Adanleté Théophile, Pereira, Mensah et Kpamesi Aziaka, à l'ouest par terrain à Agbortsé Obofu.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Une hypothèque de sûreté pour la somme de Deux mille Marks au profit de la société anonyme C. Goeldt à Hambourg inscrite au Grundbuch allemand volume II de Lomé feuillet N° 245.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.